

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Ce-qui-se-joue-en-Argentine-en-Amerique-Latine-se-jouera-bientot-en-France>

Ce qui se joue en Argentine, en Amérique Latine se jouera bientôt en France.

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mercredi 5 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ce livre est écrit dans l'urgence, dans le cours même d'un mouvement dont l'issue n'est pas connue ni même prévisible. Il s'adresse à celles et à ceux qui sont engagé(e)s directement, à un titre ou à un autre, dans le combat contre la mondialisation capitaliste, ou qui se sentent concerné(e)s par celui-ci.

Par François Chesnais et Jean-Philippe Divès

Il faut, sans tarder, s'intéresser à l'Argentine, de même qu'il faut comprendre, au-delà de ce pays, les enjeux immenses de ce qui se joue aujourd'hui en Amérique latine. Du fait d'une dette extérieure écrasante et de la contrainte qui lui est imposée d'en assurer le paiement coûte que coûte, l'Argentine connaît un chômage et un degré de paupérisation d'une gravité jusqu'alors jamais connue par des économies industrialisées, hors des situations de guerre et de sortie de guerre.

L'Argentine s'effondre littéralement sous l'effet des politiques capitalistes de contre-réforme néoconservatrice (celles qu'on nomme souvent un peu vite " néo-libérales "). De même, du fait de son endettement, elle doit aussi faire face à un projet de recolonisation engagé par les Etats-Unis et le FMI, mais auquel se joignent également des groupes financiers et industriels français, européens et japonais.

Ce qui se passe en Argentine montre où mènent la libéralisation, la déréglementation et les privatisations capitalistes, mais les leçons des événements argentins ne s'arrêtent pas là. Les intérêts économiques et sociaux qui ont impulsé cette politique, exploitant sans vergogne ni pitié le levier de la dette extérieure, ont misé sur la démoralisation et sur la passivité des chômeurs industriels et des travailleurs ruraux expropriés des campagnes, mais aussi, au delà de ceux-ci, sur la lassitude de l'ensemble de la population. Ils se sont trompés. En décembre 2001, le peuple argentin s'est soulevé. Il a chassé deux gouvernements en quinze jours. Depuis cette date, ceux et celles qui ont été à l'avant-poste du soulèvement - les anciens ouvriers devenus chômeurs à vie, les jeunes salarié(e)s précaires, les habitant(e)s des quartiers de Buenos Aires, de sa grande banlieue et des principales villes de l'intérieur - cherchent à s'organiser, en marge des

institutions honnies et face aux partis politiques traditionnels faillis. Les événements argentins montrent ainsi que la lutte contre la mondialisation " néo-libérale " peut dans des circonstances données à un moment trouver des expressions politiques originales relevant de l'organisation autonome de " ceux d'en bas ". Pour plusieurs générations de lecteurs européens, s'intéresser à l'Argentine c'est reprendre un fil interrompu, renouer avec une tradition des années soixante et soixante-dix. En France, en Espagne, en Italie, comme dans beaucoup de pays de notre continent, l'Argentine a longtemps été l'objet d'une grande attention de la part de tous ceux qui étaient engagés dans le combat anti-capitaliste et anti-impérialiste ou dans la solidarité avec les pays dits du " tiers-monde ". On débattait et on polémiquait sur des questions telles que la nature du péronisme et l'indispensable indépendance de classe par rapport à lui ; les avancées et les limites de ce qui paraissait l'un des mouvements ouvriers les plus puissants du monde ; les forces et les faiblesses respectives des méthodes politiques d'organisation et de lutte du Chili et de l'Argentine ; enfin, à partir de 1968-69, la validité ou au contraire l'erreur profonde de la stratégie de guérilla rurale puis urbaine défendue par certains groupes politiques argentins et latino-américains.

Le coup d'Etat de Videla de 1976 a mis un terme à l'espoir d'une issue progressiste en Argentine, d'autant plus qu'il avait été précédé dès 1971 par la répression brutale et le début de militarisation du pouvoir en Uruguay, puis en 1973 par le coup d'Etat de Pinochet et la mort de Salvador Allende au Chili. En Argentine, des dizaines de milliers de militants ont été torturés et fusillés ou bien ont " disparu " (beaucoup ont été jetés en mer par avion). Une terrible répression s'est abattue sur l'ensemble du mouvement ouvrier, avant qu'une chape de plomb ne tombe sur le pays. Avec l'effondrement de ce que n'apparaissait plus que comme des illusions, au goût souvent très amer, beaucoup d'Européens ont détourné leur attention de l'Argentine et de l'Amérique latine plus généralement. Nous voudrions aussi que ce livre contribue à les y ramener.

Les 19 et 20 décembre, l'Argentine a vécu deux journées révolutionnaires au sens que ce terme revêt en Europe depuis les révolutions de 1830 ou

de 1848. Plusieurs secteurs de la société argentine, jusqu'alors assez séparés, se sont soulevés et ont pris conscience dans la rue que leurs intérêts et leurs objectifs convergeaient. Ils ont affronté le gouvernement en lui contestant sur le terrain l'occupation physique des symboles du pouvoir, à commencer par la célèbre Place de Mai face au palais présidentiel. Malgré une trentaine de morts, ils ont bravé l'état d'urgence proclamé par le président de la République, Fernando de la Rúa. Au cours de la première nuit, ils ont chassé le ministre de l'économie et des finances haï ; le lendemain, ils ont forcé le président de la République lui-même à démissionner et à fuir du palais présidentiel en hélicoptère. Dix jours plus tard, l'alliance des classes populaires et de la " classe moyenne " a fait tomber le gouvernement transitoire qui avait été mis en place, avant qu'un président de la République très faible politiquement, le péroniste Eduardo Duhalde, émerge des tractations de partis rejetés en bloc par les manifestants.

La situation quotidienne des classes populaires et les exigences des puissances étrangères
Les journées révolutionnaires des 19 et 20 décembre 2001 sont la réaction de la majorité d'un peuple au processus d'effondrement économique et social dont il vit les conséquences dramatiques, mais elles n'y ont en aucune manière mis fin. L'effondrement se poursuit et même s'accélère. Dans le secteur urbain, il y a au bas mot 6 millions de chômeurs et de travailleurs très précarisés, soit plus d'un tiers de la population active recensée, auquel il faut ajouter les travailleurs non recensés vivant de travail au noir. Il y aussi les ouvriers agricoles dont l'exploitation a toujours été très forte et la vie terrible. En novembre 2001, l'Institut national de statistique (INDEC) évaluait le nombre des pauvres à 14 millions de personnes, dont 4,9 millions " d'indigents " . En avril 2002, soit seulement quatre mois plus tard, les pauvres sont au nombre de 17,4 millions, dont 6,4 millions " d'indigents " . Le nombre des chômeurs augmente maintenant au rythme de plusieurs dizaines de milliers par mois sous l'effet de plusieurs facteurs conjugués : le désinvestissement notable des multinationales (qui date de plus d'un an), l'étranglement du petit commerce (entre janvier et avril, 10.400 magasins ont disparu) et l'effondrement du système du crédit à mesure que

les banques tombent en situation de banqueroute virtuelle. Chaque jour des entreprises nationales ferment leurs portes.

Malgré cette situation, le FMI qui été reçu à bras ouverts par le gouvernement et dont le secrétariat à Washington comprend de nombreux Argentins, continue de réclamer à Duhalde le licenciement dans les prochains mois de 600.000 fonctionnaires et salariés de l'Etat fédéral et des provinces. De son côté, le gouvernement Bush avait fait immédiatement parvenir une lettre au gouvernement formé par Duhalde, lui ordonnant de présenter un plan de paiement de la dette "crédible et soutenable". Ce qui signifie en langage à peine diplomatique : vous devez continuer à payer le service de la dette, et cela quelles qu'en soient les conséquences tragiques pour le peuple. Le secrétaire du Trésor a reconnu que pour honorer la dette l'Argentine serait obligée " de faire de nouveaux sacrifices ".

Les gouvernements européens, y compris ceux dirigés par les partis socialistes, n'ont pas été en reste. En pleine crise politique du mois de janvier, Hubert Védrine a fait des démarches officielles pour demander à l'Argentine de garantir à la France la sauvegarde des " **intérêts des entreprises françaises** ", au premier rang desquelles on trouve **France Télécom**, qui possède la moitié du système de télécommunications du pays (après un partage avec Telefonica d'Espagne), **la Lyonnaise des Eaux et Vivendi Environnement**, le groupe de négoce alimentaire **Louis Dreyfus, Carrefour et Auchan**. Pour ce est des intérêts très importants des groupes espagnols, l'ancien dirigeant du PSOE et premier ministre socialiste Felipe Gonzales n'a pas hésité à se faire l'ambassadeur du grand capital ibérique, au même titre et plus activement encore que le premier ministre conservateur José Maria Aznar. Il s'est carrément rendu à Buenos Aires pour " *plaider la cause* " des groupes Telefonica et Repsol, dont nous verrons le comportement plus loin.

La dette extérieure, dont le montant et les effets sont examinés au chapitre 4, n'est pas une question " financière ". Conjointement à l'action des entreprises étrangères, notamment dans le secteur des services publics, le paiement de la dette disloque les processus productifs qui déterminent les conditions de la reproduction sociale de larges couches sociales.

Une politique de désindustrialisation à très grande échelle et de privatisation de tous les services

publics entraîne, comme pour toutes les opérations - militaires ou civiles - de " remise en ordre " des affaires d'un pays par les puissances étrangères, des dommages collatéraux. L'analogie entre les conséquences des plans de restructuration et de privatisation et celle des opérations de " paix " s'impose. Ici, ces " dommages " ne sont autres que la liquidation -liquidation sociale tendant vers la liquidation physique par maladie et dénutrition - d'une large part des anciens ouvriers et de leurs familles . Ce salariat est devenu très largement " redondant " par rapport aux exigences d'accumulation et de valorisation sur une base mondialisée des groupes industriels et financiers des pays capitalistes centraux. L'une des fonctions du FMI et de la Banque mondiale est de tenter de faire comprendre que ces " dommages collatéraux " sont malheureux, mais inévitables. La " main invisible " et les dieux que sont les " marchés " exigent ces sacrifices. Leurs dictats doivent être mis en oeuvre même s'il est difficile d'y voir l'expression d'un dessein désintéressé et harmonieux.

La hausse rapide des prix, qui a été l'une des armes des possédants dans les pays capitalistes périphériques au cours des trois dernières décennies, a repris son cours depuis janvier. Elle se combine cette fois avec un taux de chômage très élevé et qui ne cesse de croître. Un coup de force économique, pour l'heure une sorte de substitut à un coup militaire très difficile, est ainsi porté contre les classes populaires. Force est de constater qu'il est porté à dessein, de façon très consciente. Les grands groupes industriels étrangers et nationaux ont des situations de monopole, souvent doublées de garanties contractuelles obtenues de l'Etat au moment des privatisations, qui leur permettent de fixer les prix comme ils l'entendent.

Ainsi les groupes agro-alimentaires argentins ont ils le pouvoir économique et politique de proposer aux consommateurs argentins les produits essentiels - la farine, le riz, l'huile, la viande - pratiquement aux mêmes prix que ceux qu'ils pratiquent sur le marché mondial où ils sont exportateurs. Les sociétés étrangères qui ont pu acquérir à vil prix les entreprises nationales de service public grâce aux privatisations du gouvernement du péroniste Carlos Menem, puis fixer les prix de l'électricité ou du téléphone facturés aux foyers au-delà des possibilités d'une fraction très importante de la population . Le prix de l'essence et du gasoil augmente tous les quinze

jours avec ses conséquences en chaîne sur la distribution, les transports de marchandises et les transports collectifs.

Les groupes pharmaceutiques et leurs intermédiaires locaux spéculent sur les médicaments, notamment ceux nécessaires pour soigner le diabète et le cholestérol qui sont assez répandus en Argentine.

Une spéculation analogue porte sur toutes les pièces de rechange que le pays doit importer depuis le démantèlement de son industrie. Les chômeurs ne bénéficient d'aucune protection sociale. Les familles " indigentes " n'ont même plus la possibilité d'acheter du butane pour la cuisine.

Dans l'un des pays agricoles les plus riches du monde, le seul maigre repas quotidien de millions d'enfants est au mieux celui que les écoles parviennent encore à leur fournir sur la base de subventions en chute libre et souvent de la solidarité de quartiers pourtant paupérisés. Dans un pays qui pensait, jusqu'au milieu des années 1990, être candidat à l'entrée dans ce que les latino-américains nomment " el primer mundo " (" le premier monde "), la mortalité infantile qui avait disparu pendant plusieurs décennies est réapparue et a commencé à croître à vive allure. Et pourtant, malgré ces problèmes lancinants de survie, la mobilisation politique se poursuit. Avec des flux et des reflux, un mouvement d'autoorganisation populaire se développe, en même temps qu'un intense processus de réflexion politique, auquel participent aussi des secteurs des classes moyennes qui n'ont pas encore rejoint les assemblées de quartiers et qui n'ont pas à lutter au jour le jour pour s'assurer des moyens de subsistance, comme doivent le faire les chômeurs et les comités de piqueteros. Un basculement d'un monde pour des classes entières et une crise politique systémique Ce sont, en effet, une série de facteurs " subjectifs " qui donnent à la situation argentine des traits originaux et qui permettent d'envisager la possibilité d'une issue " par le haut " : une issue progressiste et radicale, qui bénéficierait de l'appui de millions d'Argentins venant de classes sociales et de parcours politiques différents. Le premier de ces facteurs tient au fait qu'en raison des circonstances économiques et politiques, la vie quotidienne mais aussi la vision du monde de millions de gens ont basculé.

Nous venons d'essayer d'expliquer (il faudrait pour ce faire avoir des capacités de romancier social) ce que sont les conditions d'existence des classes populaires. Mais la situation argentine est aussi marquée par la réalité quotidienne, radicalement nouvelle pour elles, à laquelle les classes dénommées " moyennes " se trouvent confrontées. Depuis le début de décembre 2001, elles ont subi des pertes qui sont aujourd'hui très difficilement réversibles dans un pays subordonné dans le contexte du capitalisme mondialisé et financiarisé. Du fait du blocage des comptes bancaires décidé par les banques avec l'aval du gouvernement pour retarder le moment de la banqueroute financière (ce que les Argentins ont nommé le " corralito "), et de la dévaluation très forte du peso qui a suivi, les petits épargnants appartenant aux classes moyennes ont subi une véritable expropriation. Le blocage des comptes était déjà un coup dur. La dévaluation du peso qui l'a accompagné, après des années de change fixe et libre de la monnaie argentine avec le dollar, en a fait une mesure de spoliation sur une très large échelle. Ceux qui en ont été les victimes l'ont compris tout de suite. Institution auparavant objet de leur respect, la banque est devenue un ennemi. Le statut de " gringo del Sur " (Américain du sud du continent) s'efface. Les classes moyennes argentines rejoignent le rang de leurs semblables la plupart des autres pays d'Amérique latine. Elles " ont la haine ". Les concerts de casseroles (les cacerolazos) sont l'expression la plus voyante d'un processus de dissidence bien plus profond qui ébranle les bases de l'ordre politique.

La seconde raison permettant d'entretenir l'espoir d'une issue " par le haut " tient aux origines et donc à la profondeur de la crise politique en cours. L'effondrement économique et la crise sociale qu'il a suscitée sont d'une telle gravité qu'ils ont provoqué une crise politique d'une dimension exceptionnelle. Ce n'est plus une " crise de représentation " comme tant d'autres pays en connaissent, mais une crise de système politique au sens le plus complet du terme. Les dirigeants et les partis politiques qui se sont partagés le pouvoir depuis soixante ans ont perdu toute crédibilité auprès des dirigeants économiques et politiques étrangers dont ils sont les obligés, mais surtout dans le pays même auprès des administrés, des dominés, des exploités, en un mot des " gens de la rue ". Ils subissent de leur part un rejet extraordinairement fort, qui est bien plus qu'une " saute d'humeur ".

Il existe potentiellement beaucoup de pays où les

cris " que se vayan todos " (qu'ils s'en aillent tous ") et " que no quede ni uno solo " (" que pas un seul ne reste "), ou leurs équivalents, pourraient être lancés. Il y en a très peu où ils le sont effectivement. Il y en a encore moins où ces cris s'adressent à l'ensemble des membres des deux chambres du Congrès - hormis trois ou quatre députés, dont un seul, Luis Zamora, est reconnu par les manifestants comme un des leurs. Le rejet des classes moyennes comme des classes populaires concerne aussi, avec une force au moins égale, une autre institution, à savoir la justice. Après avoir avalisé l'ensemble des privatisations du gouvernement Menem, la Cour de Justice (qui cumule les fonctions de Conseil constitutionnel et de Cour de cassation), a commencé par ratifier le corralito avant de faire semblant de se rétracter un mois plus tard moyennant une interprétation de sa décision. Les manifestants ont inclus de façon répétée les juges dans le nombre de ceux qui " doivent s'en aller ". Dans le cas de l'Argentine, cette rupture représente une césure historique fondamentale. C'est la première fois que de façon aussi claire, la majorité populaire et prolétarienne qui a si longtemps soutenu les péronistes a rompu politiquement avec eux, même si l'appareil politique justicialiste (nom officiel de la formation péroniste) et celui de la CGT sont toujours debout, en province notamment. De son côté, le Parti radical (l'Union civique radicale ou UCR) a perdu dans une très large mesure la base traditionnelle dont il disposait auprès des classes moyennes. Le Parti justicialiste et Parti radical sont mis exactement " dans le même sac ". Ils ont perdu les " bataillons populaires " qui leur ont apporté si longtemps un appui, pas seulement dans les élections mais aussi dans la rue. Des formations politiques plus récentes et bien plus petites ont subi pratiquement le même rejet. Ceci explique le rôle de premier plan que la hiérarchie de l'Eglise catholique joue depuis quelques semaines. D'un côté, elle a accentué ses critiques à l'égard du gouvernement et même du FMI. De l'autre, elle cherche à endiguer le mouvement populaire en coiffant certains secteurs des déshérités grâce à son large réseau d'institutions caritatives. Une autre dimension proprement " systémique " de la crise de domination est la paralysie politique temporaire de l'armée, qui a pourtant toujours été un protagoniste central des crises nationales argentines. Une des raisons en est la perte de légitimité profonde qu'elle a subi du fait de l'ampleur et de la sauvagerie de la répression

qu'elle a menée de 1976 à 1982, durant la dictature militaire instaurée par Videla, perte de légitimité encore accentuée par les conditions scandaleuses de sa lamentable aventure aux Malouines (voir le chapitre 3).

L'autre raison, sans

doute bien plus décisive que la première, c'est que pour réussir un coup d'Etat débouchant sur une domination stable ou sérieusement stabilisée, il faut disposer d'une base sociale suffisamment large, contrôler des ressources économiques à distribuer et avoir un projet économique et un plan d'action à moyen terme dont on puisse se revendiquer et auxquels une partie de la population puisse croire. Or dans le cas de l'Argentine, on n'est pas dans cette situation. L'effondrement provoqué par le " néolibéralisme " est survenu après l'échec des politiques économiques antérieures menées dans le cadre de l'appel aux capitaux étrangers pour mener des politiques dites de " substitution d'importations ". De façon très " regrettable ", la mise en oeuvre du programme complet du " néolibéralisme " s'est compliquée du fait aussi bien " d'erreurs " de la part du FMI que de l'incurie et de la corruption extrême des dirigeants du pays. Pour sauver les grandes banques étrangères et nationales, il a fallu procéder à l'expropriation de l'épargne des " classes moyennes ", ce qui a renforcé chez ces dernières la compréhension que la voie de la paupérisation les menaçait également. Les catégories inférieures des forces armées ne sont pas épargnées. On comprend que pour l'instant au moins, les candidats à un nouveau coup d'Etat militaire ne se bousculent pas au portillon. Un processus profond d'auto-organisation La bourgeoisie oligarchique et monopoliste argentine n'a plus rien à offrir au peuple argentin. En alliance avec les groupes industriels et financiers auxquels elle s'est subordonnée et dont elle a reçu les prébendes correspondant au travail accompli, elle a transformé un pays riche en un lieu invivable pour la majorité de ses habitants. Aussi voit-on ceux et celles qui, habituellement, en " temps normal ", acceptent de déléguer la conduite des affaires politiques à d'autres - politiciens professionnels, hauts fonctionnaires, avocats et autres généraux - lorsqu'ils ne s'en désintéressent pas complètement, décider sous la pression d'événements d'une extrême gravité de s'en saisir directement, de s'en occuper eux-mêmes.

La situation que vivent les Argentins les ont conduit à inventer, ou plus exactement à réinventer dans les formes historiques précises du moment - celles dictées par leur histoire récente et par le potentiel démocratique offert par certaines nouvelles technologies (surtout le Net) - des institutions d'un type particulier, dont les caractéristiques sont l'auto-organisation et des formes de représentation directe. La présence de ce trait qui a toujours annoncé des situations révolutionnaires avant d'en être un élément central, est tout à fait évidente en Argentine. Ce qui donne aux événements leur caractère si inédit, c'est que ce ne sont pas seulement les ouvriers et les autres couches concentrées de salariés, mais aussi une partie de la petite bourgeoisie (les secteurs non salariés de ces " classes moyennes " dont les journalistes parlent avec tant de surprise), qui ont décidé qu'ils devaient tenter de sauver in extremis leurs conditions de vie les plus élémentaires en prenant celles-ci en main eux-mêmes.

Les modalités de l'auto-organisation sont diverses. La forme la plus " ancienne " (remontant à 1993-94) est celle connue sous le nom de mouvement des " piqueteros " (voir le chapitre 5). Le mot " piquet " est d'origine française. Il rappelle ce que le premier mouvement ouvrier argentin, porté par les anarcho-syndicalistes, notamment espagnols mais aussi italiens, doit à ses racines européennes. Il renvoie à celui de piquets de grève. Le fait que ce mot soit à la racine du terme piqueteros n'est pas non plus un hasard. Il traduit l'origine ouvrière de ces institutions originales et puissantes. Les ouvriers jetés à la rue l'ont pris pour désigner des formes d'action qu'ils ont été forcés de mener loin de l'usine, suite à la désindustrialisation brutale qui s'est opérée en l'espace de 15 ans, mais auxquelles ils impriment, grâce à la jonction des expériences syndicales et de lutte dans les entreprises avec celles des luttes de jeunes dans les zones déshéritées, des formes prolétariennes (dresser des barricades, affirmer un pouvoir de décision face aux automobilistes et à la police, assumer et contrôler au mieux le degré d'affrontement). Ces actions consistent à couper les routes (le corte de ruta), à y faire brûler des pneus, mais aussi à organiser des " soupes populaires " autour de ces piquets, en

développant entre-temps toute une série d'activités liées à l'organisation de la survie quotidienne. Dans les grandes villes de l'intérieur, chaque fois que les fonctionnaires et les autres salariés n'étaient pas payés parce que les caisses des gouvernements provinciaux étaient vides (cela est arrivé de très nombreuses fois), ils se sont joints à ces formes d'actions, contribuant à maintenir ainsi le lien entre les piqueteros et les salariés encore employés.

D'autres formes d'auto-organisation se sont inspirées de l'exemple des piqueteros. Dans les zones les plus paupérisées, elles vont de la mise en place de cantines collectives au troc organisé, en passant par l'aide à la scolarisation des enfants avec bibliothèques collectives ou encore la construction de frêles logements. Des entreprises en faillite sont reprises par leurs salarié(e)s et se trouvent au carrefour entre une voie coopérativiste décentralisée et une appropriation et mise en commun des ressources pour répondre à des exigences de la société. Les épargnants, dont un grand nombre (près de 50% du total) épargnait pour disposer d'un logement (condition pour survivre après une baisse brutale de salaire), s'attaquent aux banques. Ils forcent leurs portes et commencent à recevoir l'appui d'employés de banque qui craignent pour leur emploi. Les cacerolazos se doublent de papelazos : les employés d'entreprises qui ferment balacent par la fenêtre les " archives " illustrant leur travail passé qui, lui aussi, est jeté à la rue... Le recours à " l'auto-convocation " pour manifester en masse est la forme de l'autoorganisation dont les journalistes étrangers ont le plus parlé depuis les événements du 19 et 20 décembre. Elle a été le fait de regroupements dans les quartiers, qui ont pris dès la fin de décembre la forme d'assemblées de " voisins " ou de quartier (dites aussi assemblées populaires) combinant des tâches matérielles et une élaboration politique. Ces assemblées ont pris sur elles de délibérer sur tout ce qui s'effondre dans la vie quotidienne des gens et de chercher à y porter remède face aux effets conjugués du retrait de l'Etat et des stratégies provocatrices des groupes industriels et financiers étrangers. Des débuts de centralisation ont été entrepris dans plusieurs zones et villes, notamment dans la capitale sous la forme d'une Assemblée inter-quartier qui se réunit dans le Parque Centenario au coeur de

Buenos Aires. Si ces formes d'auto-organisation sont le dernier élément majeur qui justifie à nos yeux la caractérisation de la situation que nous avons donnée plus haut, les problèmes auxquels se heurtent ceux qui font partie des assemblées ou qui les animent, sont très importants. Les femmes et les hommes qui ont commencé à franchir le pas de " l'autonomie " sont entrés en terrain inconnu, dont ils ont vite dû commencer à apprendre les difficultés et détecter les embûches. Nous y revenons un peu plus longuement dans le chapitre 6.

Aiguïsement des contradictions et aggravation des affrontements

Au moment où nous écrivons, le mouvement politique et syndical progressiste et populaire est taraudé d'interrogations sur l'avenir de ce processus, comme sur les objectifs que devrait se fixer le mouvement et les stratégies qu'il devrait adopter. Les organisations trotskistes qui dominent l'extrême gauche et dont l'intervention dans le mouvement des piqueteros et dans les assemblées est importante, tout comme celles de " gauche " qui se déclarent seulement " anti-néolibérales " mais qui y sont aussi actives, sont traversées par de profonds débats. Le chômage ne cesse de s'étendre. Il frappe toutes les couches populaires. La lutte contre ce fléau et ses effets se pose dans les assemblées de voisins, dans les soulèvements qui ont lieu dans des villes de province, dans les luttes de la fonction publique (contre la réduction du nombre des emplois et le non-paiement des salaires). Dès lors se trouve également posée la question des modalités d'une alliance organique entre assemblées de quartier et piqueteros, afin d'unir leurs forces et assurer une sorte de division des tâches. Un dépassement de cette dualité des formes d'auto-organisation a parfois été opéré, sous la pression des nécessités de la survie, dans certaines villes de provinces. Une telle alliance permettrait de faire face aux opérations de division qui sont menées en direction des piqueteros par l'Eglise et par certaines grandes ONG, ainsi que par l'appareil péroniste et ses réseaux clientélistes, en s'appuyant sur la répartition de l'aide caritative ou sur des subventions et " plans d'emploi ". Elle constituerait une réponse au processus centrifuge qui fait que beaucoup de gens, dont le nombre varie selon les couches sociales, ne sont pas

tournés vers l'avenir mais rêvent du passé : le " retour du plein emploi " des années 70 ; " el estado de bienestar " (à la fois Etat-providence et situation de bien-être) avec notamment son assurance vieillesse ; des aides d'Etat substantielles à la scolarisation et à la nourriture. Un accord sur un plan d'urgence et une meilleure centralisation de l'insoumission et de la révolte dans le cadre de l'auto-organisation seraient des éléments de projection vers le futur, vers une société qui apporterait une solution aux besoins de la population. Et la question de formes nouvelles d'exercice du pouvoir politique commencerait aussi à trouver des traductions concrètes.

Préparé par la politique de libéralisation entamée dès 1976 sous la dictature de Videla, un vaste processus d'expropriation des richesses du pays et de destruction des conditions d'existence de ses habitants a eu lieu par étapes depuis dix ans. Il a pris la forme des privatisations des entreprises publiques qui ont été des braderies au profit du capital financier international et national, de l'acquisition des terres agricoles par des groupes financiers ou des banques hypothécaires (Banco Nacion, Banco de Provincias, Banco Hipotecario) et enfin de l'expropriation de la petite épargne sous l'effet conjoint du blocage des comptes et de la dévaluation. Ce processus et ses résultats ont fini par susciter une prise de conscience et qui plus est un changement d'opinion face à la grande propriété privée. Au regard de la condition quotidienne des gens et des provocations économiques incessantes des grands groupes industriels et financiers, l'idée d'une réappropriation sociale des biens de production, de distribution et de communication stratégiques n'apparaît plus comme exorbitante. Dans la situation de l'Argentine, cette position se présente de plus en plus comme une mesure démocratique élémentaire : pour répondre aux besoins urgents et prioritaires de la population, il est devenu nécessaire de socialiser les richesses et d'organiser leur utilisation selon des modalités décidées collectivement et démocratiquement. L'élaboration d'un programme centré autour de cette nécessité s'affirme comme une exigence du moment. Ces idées sont maintenant formulées dans les réunions tenues autour des dernières propositions en date du collectif des " économistes de gauche " . Elles font leur chemin et viendront de façon toute naturelle à l'ordre du jour dans les

assemblées de quartiers et les comités piqueteros. Tout processus renfermant la possibilité d'un changement politique et social révolutionnaire appelle obligatoirement de la part des dominants des tentatives de réponse, voire des ripostes ouvertement contre-révolutionnaires. Dans les provinces de l'intérieur du pays (Rio Negro, Jujuy, Chubut, Salta, San Juan...) où les problèmes de survie quotidienne sont les plus aigus, les actions populaires les plus directes, les affrontements les plus marqués et la répression la plus forte, on voit qu'une expérimentation sociale à grande échelle est en cours. C'est là que le FMI a demandé à Duhalde de faire de nouvelles coupes budgétaires. Privés des subventions fédérales et donc forcés d'appliquer une austérité encore plus brutale, les gouvernements locaux ont dû constamment accentuer la répression. Ils ont eu recours à l'émission de sortes d'assignats en petites coupures (y compris d'un peso) qui font office de monnaie. C'est une " monnaie de singe ", mais elle permet la survie. Le FMI exige le retrait de ces assignats et le licenciement des 300.000 employés publics provinciaux qu'ils servent à payer.

Cette politique exige un " gouvernement fort ". Aussi voit-on se dessiner les prémises de la mise en place d'une " démocratie autoritaire " qui serait construite sur un " fédéralisme " (terme désignant la décentralisation) accru et plus précisément encore sur un développement des solutions " locales ". Appuyées par la hiérarchie catholique et certaines grandes ONG, ainsi que par les débris de l'appareil péroniste avec ses réseaux clientélistes que l'ancien président Carlos Menem veut réactiver, de telles solutions seraient censées répondre aux problèmes de la survie avec des allocations de misère. En cas de succès, même relatif, il appartiendrait aux spécialistes de la communication et autres politologues acquis à l'ordre établi, de les présenter comme les canons de la nouvelle démocratie dans les pays auxquels l'impérialisme impose de nouveau un statut semicolonial. Le résultat du " néolibéralisme " sinon son objectif est de le réimposer à un pays qui avait tenté d'échapper à ce statut par une industrialisation tardive. Les transferts de propriété d'entreprises comme de richesses agricoles par des achats à vil prix donnent à ce processus l'allure d'une véritable recolonisation. Celle-ci prend des formes toujours plus voyantes,

telles que l'acquisition de terres agricoles par des groupes financiers (Ted Turner de la CNN, la famille italienne Benetton ou, récemment, l'alliance Dassault-Rothschild qui a accaparé une part significative des vignobles de la région de Mendoza).

En raison de la profondeur de la crise sociale et du fait que les élites économiques et politiques " nationales " ont perdu l'appui dont en temps normal elles bénéficient, et qui ne leur avait jamais fait vraiment défaut en Argentine, il sera difficile que la contre-révolution soit principalement le produit direct de forces endogènes, comme cela fut encore le cas en 1976, lors du coup d'Etat militaire de Videla. Cette Courriel d'information n°369 page 8(8)
Merci de faire circuler et de diffuser largement.

journal@attac.org <http://attac.org/> Archives et abonnement : <http://attac.org/indexfr>

Le Courriel d'information a été mis au point par l'équipe de bénévoles du Grain de sable. fois-ci, la riposte contre-révolutionnaire devra être conçue et même très largement menée à partir de l'étranger. Elle prendrait alors la forme d'une recolonisation y compris politico-institutionnelle, dont les contours se dessinent déjà au travers d'articles qui paraissent dans la presse financière anglo-américaine. Ces articles sont analysés dans le dernier chapitre du livre où l'on verra des économistes américains évoquer la nécessité d'une mise sous tutelle directe de l'Argentine, sa soumission à une sorte de protectorat dont d'autres exemples existent déjà ailleurs dans diverses configurations : aux Philippines, en Afghanistan ou dans l'ex-Yougoslavie. Ce projet n'est pas une abstraction puisque les prémisses commencent à en être créées concrètement à travers le rachat à vil prix (la parité dollar-peso est passée de 1 à 3,5) des entreprises, les quelques entreprises nationales restant à vendre mais aussi celles que le capital européen malmené par la crise économique et financière doit lâcher. Au niveau continental, c'est par le biais d'une " normalisation " politique et militaire brutale dans les pays plus au nord - la Colombie et le Venezuela - que les Etats-Unis ont commencé à agir.

Même si le processus contenant en son développement la possibilité d'un changement politique et social révolutionnaire, est nourri par des facteurs qui lui permettront de s'étendre sur de longs mois, même si le mouvement d'autoorganisation

a une force propre considérable, la situation actuelle ne pourra pas se prolonger indéfiniment. Soit elle évoluera vers une transformation véritable des rapports de propriété, dont les bases politiques et les institutions devront être radicalement nouvelles par rapport à tout ce qui a marqué les révolutions depuis la fin de la Seconde guerre mondiale ; soit l'Argentine sera ramenée à une sorte " d'âge de pierre " dans le cadre d'un protectorat américain administré par le FMI, avec une redéfinition de sa place dans la division du travail du continent. Sur le plan militaire, l'Argentine est déjà insérée dans le Plan Colombie, plan de reconquête impérialiste du contrôle de l'Amazonie dont les visées sont bien plus étendues que la guerre menée contre les forces de guérilla en Colombie (FARC et ELN). Elle a d'abord accepté l'installation d'une base à Salta (dans le nord du pays) et maintenant la décision d'entraîner des pilotes colombiens sur des avions anti-guérilla de fabrication (sous licence) argentine. De plus, le gouvernement de Duhalde s'est récemment aligné sur l'Uruguay, pivot logistico-diplomatique des Etats-Unis et sur le Mexique dans l'opération visant à étrangler Cuba encore un peu plus. Le processus révolutionnaire dans lequel le mouvement populaire s'est engagé en Argentine s'insère ainsi dans un combat d'une ampleur imprévisible il y a quelques années encore, entre l'impérialisme et les peuples d'Amérique latine.

Extrait de : *"Que se vayan todos, le peuple d'Argentine se soulève !"*

Contact pour cet article : cs@attac.org

Post-scriptum :

Le Grain de Sable

Merci de faire circuler et de diffuser largement.

Courriel : journal@attac.org

URL : <http://attac.org>

Archives et abonnement :

<http://attac.org/indexfr>

Le Courriel d'information a été mis au point par l'équipe de bénévoles du **Grain de Sable**.